

La crise de la social-démocratie

Par **Alain CAMBIER**

Professeur de philosophie en classes préparatoires,
Faidherbe - Lille

Quand le mur de Berlin tomba en 1989 et que le système soviétique s'effondra peu après, l'échec du communisme à l'Est apparut alors incontestable. Historiquement, ce bouleversement géopolitique donna raison aux héritiers réformistes et démocrates de Jaurès et de Kautsky contre les partisans d'une conception si dogmatique du socialisme qu'elle avait mené au totalitarisme. Or, cet événement ne permit pas au socialisme démocratique d'en tirer profit : non seulement nous avons assisté à l'émergence d'un ultralibéralisme conquérant, mais découvert que la social-démocratie se révélait incapable d'opposer une quelconque résistance au processus de globalisation économique et à ses effets pervers. Qu'ils soient désormais encore au pouvoir ou dans l'opposition, les partis sociaux-démocrates brillent par leur perte d'identité et leur impéritie relève autant d'idées fausses que d'une absence patente d'idées.

La social-démocratie n'a pas su prendre la mesure du processus de mondialisation que la chute du communisme soviétique rendit possible : il a consisté en une mutation inédite du capitalisme. Depuis, nous sommes en présence d'une révolution conservatrice d'un nouveau type qui, par le biais de la généralisation d'un libre-échange sans limites, cherche à imposer à tous un même mode de vie standard à la fois économique, politique et culturel. La social-démocratie veut faire croire que la sphère de l'économie est pourvue de lois spécifiques incontournables et neutres : il s'agirait dès lors d'intervenir politiquement en fonction des marges de manœuvre laissées libres. Ainsi entend-on tel social-démocrate mettre en avant le souci de « réalisme » et la volonté de « s'adapter à la réalité telle qu'elle est », afin de ne pas décevoir. Or, le libre-échange n'est pas seulement un phénomène économique, mais un fait social total aux effets contrastés. Arendt avait souligné que « l'activité engagée dans l'échange n'est pas seulement économique et que l' *'homme économique'*, lorsqu'il fait son apparition sur le marché, est un **être agissant** qui n'est exclusivement ni producteur ni marchand »¹ : l'échange économique n'est pas un simple corollaire de la *poiésis*, c'est-à-dire de la fabrication technologique cherchant à écouler ses produits, mais il incarne aussi une *praxis* politique pouvant viser aussi bien une liberté qu'une volonté de puissance. Avec la globalisation du libre-échange économique, les Etats-Unis tentent d'imposer une conception du monde sous forme d'un *pac-kage* très complet de programmes aussi contestables les uns que les autres : exporter partout l'idéologie de la démocratie formelle, mettre fin à la diversité culturelle, réduire le plus possible le rôle de l'ONU, transformer la planète en une sorte de vaste village dont la gouvernance serait assurée exclusivement par l'administration et les forces armées américaines, etc. Frappée de cécité par son penchant atlantiste, la social-démocratie n'a pas pris la mesure d'une telle révolution conservatrice. Non seulement elle n'a pas mesuré les effets économiques dévastateurs de la dérégulation

sur les conditions de vie de chacun, mais elle a sciemment fermé les yeux sur ses conséquences politiques et culturelles. En effet, il y va aujourd'hui du maintien de modes de vie qui constituent pourtant notre véritable être-au-monde, de la survie de différences culturelles qui témoignent de l'ingéniosité humaine², et de la sauvegarde de l'action politique elle-même qui, présupposant la pluralité, n'aurait plus aucun sens dans un monde artificiellement homogénéisé.

Mais la cécité de la social-démocratie vis-à-vis de la mondialisation provient également de son péché originel qui consiste à croire naïvement en un progrès continu. Walter Benjamin avait déjà pointé cette foi idolâtre chez l'un de ses théoriciens Jozef Dietzgen³ : « Dans sa théorie, et plus encore dans sa pratique, la social-démocratie a été guidée par une conception du progrès qui ne s'attachait pas au réel, mais émettait une prétention dogmatique »⁴. En bâtissant sa doctrine politique sur un postulat aussi contestable, la social-démocratie n'a pu résister aux sirènes de la mondialisation sous sa forme actuelle : à force de se refuser à penser, depuis Bernstein, toute possibilité de révolution politique, elle se montre incapable de voir dans la mutation économique, politique et culturelle d'aujourd'hui une véritable révolution à l'envers. Habitée à nier toute rupture possible, elle s'interdit de considérer que le capitalisme lui-même peut connaître des ruptures dans son développement et effectuer des sauts qualitatifs dans sa façon d'exercer son emprise sur les modes de vie. Pour elle, la mondialisation n'est encore qu'un avatar du progrès illimité et irrésistible de l'humanité auquel elle fixe comme règle de se conformer : « Le conformisme dès l'origine inhérent à la social-démocratie n'affecte pas seulement sa tactique politique, mais aussi ses vues économiques » remarquait Benjamin. Ainsi, l'expansion de l'économie néo-libérale impliquerait l'extinction du domaine des luttes frontales.

Dès lors, la social-démocratie ne peut sérieusement s'étonner que le soutien massif de la base lui fasse cruellement défaut. Incapable de leur offrir un quelconque horizon de sens, la

social-démocratie a vu ses électeurs potentiels, orphelins du rêve communiste ou réfractaires à la liquidation de l'Etat-Providence, se réfugier massivement dans l'abstention ou le vote protestataire. Aujourd'hui, nous assistons à une véritable dissidence de la multitude qui constitue le peuple : elle se réfugie sur l'Aventin parce que sa force politique se retrouve privée de toute inscription symbolique dans une société soumise aux thuriféraires de la mondialisation néo-libérale. Car une politique du bien commun ne peut avoir de sens que si elle se donne comme priorité la défense de ceux qui sont confrontés quotidiennement aux nouvelles formes de l'insécurité sociale. Comme le soulignait déjà Benjamin à propos de Blanqui, son activité « ne supposait nullement la foi dans le progrès. Elle ne supposait tout d'abord que la résolution d'éliminer l'injustice présente ». Aucune politique social-démocrate ne peut prétendre renouer avec son électorat populaire si elle s'avoue impuissante à remédier à « l'injustice présente ». Il lui faudrait aussi cesser de réduire l'action politique au choix de moyens, sans remise en question des fins poursuivies. L'action ne trouve son sens que comme refus d'une situation présente jugée inacceptable : ce n'est qu'à ce prix qu'une politique peut apparaître comme un commencement nouveau et valoir alors par le fait même qu'elle existe. Arendt rappelait la distinction entre *agere* (mettre en mouvement) et *gerere* (gérer) : la spécialisation du second type d'action l'a rapproché de l'exercice d'une simple compétence technique, au détriment de ce qu'est la *praxis* comme capacité à faire subir une inflexion à l'histoire. Au nom du réalisme, la social-démocratie se veut avant tout gestionnaire, sans comprendre qu'une gestion sans action est vouée à l'impuissance politique : l'action a pour vertu de modifier les données d'une situation et ainsi de faire surgir des possibles qu'un réalisme étriqué se révèle bien incapable de discerner.

De même, la social-démocratie française se montre également frileuse quant à la reconnaissance de nouvelles valeurs éthiques comme le droit de vote des immigrés aux élections locales, l'accès des femmes aux postes de décision, le mariage pour les homosexuels, le droit pour chacun de gérer librement ses choix de vie, etc. Ici encore, elle préfère flirter avec les discours conservateurs des partisans de l'ordre moral. Aussi manque-t-elle totalement d'idées pour prendre en compte les aspirations à de nouvelles émancipations que rendent possibles les contradictions de la globalisation. Campant sur ses préjugés, elle se montre incapable de procéder à de nouvelles défi-

nitions de la libération des individus et de promouvoir de nouvelles formes d'action, avec notamment les altermondialistes. Déconnectée des forces vives de la population, elle se donne pour seul horizon le calendrier électoral. Sans programme original, sans idées fortes, sans courage politique, la social-démocratie ne cherche qu'à reconduire aux responsabilités des revenants incapables de se renouveler. Son unique tactique consiste à attendre une planche de salut électoral d'une hypothétique « vague » grossie par l'exaspération du mécontentement. Mais si une lame de fond la portait de nouveau au pouvoir, son souci primordial serait de l'endiguer.

Quand il s'avère que quelqu'un a eu tort, il serait hâtif d'en conclure que son adversaire avait nécessairement raison, puisque tous deux peuvent s'être trompés : l'échec du socialisme léniniste ne garantit donc pas la justesse de la stratégie de la social-démocratie. Pour faire face aux défis du type de mondialisation qui nous est aujourd'hui imposé, le manque d'audace de cette dernière apparaît plutôt comme un frein à l'émergence de formes d'action nouvelles. Ceci est d'autant plus dommage qu'en France la révolution conservatrice que favorise le néo-capitalisme n'est pas définitivement entérinée et peut encore être enrayée.

¹ Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne*, éd. Calmann-Lévy, 1983, p. 209.

² Lors de la 33^{ème} Conférence générale de l'UNESCO - le 20 octobre dernier, le vote de la convention sur la protection et la promotion de la diversité culturelle, par 151 voix contre 2, a marqué un revers pour les partisans de la globalisation. Jean Musitelli, ancien ambassadeur de France auprès de l'UNESCO a souligné « la signification politique de la convention », c'est-à-dire « l'idée qu'il puisse y avoir un manifeste pour une autre mondialisation ».

³ Cf. Joseph Dietzgen, *La Philosophie de la social-démocratie*, dans *Sämtliche Schriften*, Wiesbaden, 1911, I, p. 176.

⁴ Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, dans *Œuvres III*, Folio-Essais, 2000, p. 438.